

Convention collective nationale

IDCC : **1539** | **ENTREPRISES DU BUREAU ET DU NUMÉRIQUE**  
**(Commerces et services)**

**Accord du 2 juillet 2024**

relatif à la promotion ou reconversion par l'alternance (Pro-A)

NOR : ASET2450766M

IDCC : 1539

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**EBEN,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNECS CFE-CGC ;**

**FS CFDT ;**

**CFTC SNPELAC ;**

**UNSA FCS,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

La branche des entreprises du bureau et du numérique – commerces et services regroupe les commerces des produits suivants :

- la papeterie et les fournitures de bureau ;
- la bureautique et l'informatique ;
- le mobilier de bureau ;
- l'impression numérique ;
- les solutions de communication électroniques, télécoms et réseaux.

Pour répondre aux enjeux socio-économiques majeurs et prévenir de l'obsolescence des compétences des salariés dans les activités citées ci-dessus, la branche des entreprises du bureau et du numérique a constitué, conformément à l'article L. 6324-3, la liste des certifications professionnelles éligibles à la « Pro-A » à partir de familles de métiers stratégiques dans le commerce pour lesquels le renforcement et l'acquisition de compétences nouvelles sont nécessaires.

Ces familles sont les suivantes :

- mobilier, bureautique, électronique ;
- gestion, organisation ;
- logistique ;

- commerce, vente, communication ;
- informatique, télécoms.

Dans le cadre de sa politique de GPEC, la branche a enrichi en 2023 son étude « cartographie des métiers » afin de déterminer, entre autres, les enjeux et des évolutions du secteur en matière de gestion des compétences.

Cette étude a permis de mettre en avant :

- avec la baisse de l’usage du papier, le développement des prestations relatives à l’informatique et des compétences induites ;
- des métiers en évolution pour répondre aux changements de comportement des consommateurs (éco-responsable) ;
- un développement et des transformations importantes sur le métier de commercial, très difficile à recruter (nécessité de développer une expertise technique plus forte, la capacité à auditer les besoins clients et à faire l’interface avec les métiers techniques) ;
- des compétences techniques à renforcer pour les métiers de maintenance ; notamment la maintenance des réseaux, mais aussi de plus en plus de la téléphonie, des terminaux de paiement... (la maintenance des matériels n’est plus suffisante) ;
- pour les systèmes d’impression, le développement des compétences autour du numérique au détriment de compétences liées à l’offset notamment. Ainsi qu’une tertiarisation du secteur, historiquement avec une culture plus industrielle. Cela a un impact sur les métiers transverses notamment au niveau des commerciaux ;
- des compétences en relation client à développer pour les métiers de la logistique (parfois seul point de contact avec le client).

Les partenaires sociaux rappellent enfin qu’un précédent accord relatif à la Pro-A a été conclu dans la branche, en date du 22 décembre 2021. Sa date de validité étant échu, les partenaires sociaux se sont ainsi accordés pour la signature d’un nouvel accord.

Ce nouvel accord est également l’occasion pour les partenaires sociaux de mettre à jour la liste des certifications figurant en annexe du précédent accord. En effet, d’une part de nouvelles certifications concernant les métiers de la branche ont vu le jour, et d’autre part certaines certifications visées par le précédent accord n’ont pas été renouvelés ou ont fait l’objet de nouveaux codes RNCP.

## **Article 1<sup>er</sup> | Champ d’application**

Le présent accord concerne l’ensemble des entreprises et des salariés relevant du champ d’application de la convention collective nationale des entreprises du bureau et du numérique – commerces et services, tel que prévu par l’avenant du 18 mai 2022 relatif à la révision du champ d’application de la convention collective, étendu par arrêté du 31 mars 2023 publié au *Journal officiel* du 13 avril 2023, et comprenant le champ de l’ancienne convention collective nationale du personnel de la reprographie (IDCC 706), conformément à l’arrêté de fusion du 9 avril 2019, publié au *Journal officiel* du 19 avril 2019.

Il est rappelé que dans le cadre de la fusion administrée par le ministère du travail, la convention collective nationale des entreprises du bureau et du numérique – commerces et services (IDCC 1539) est la branche de rattachement et la convention collective nationale de la reprographie, la branche rattachée.

## **Article 2 | Salariés éligibles**

Il est rappelé que le dispositif de la Pro-A concerne les salariés visés à l’article L. 6324-1 du code du travail, en particulier les titulaires d’un contrat à durée indéterminée, les salariés, qu’ils soient sportifs ou entraîneurs professionnels, en contrat de travail à durée déterminée conclu

en application de l'article L. 222-2-3 du code du sport et les salariés bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée conclu en application de l'article L. 5134-19-1 du présent code, notamment les salariés dont la qualification est insuffisante au regard de l'évolution des technologies ou de l'organisation du travail. Elle concerne également les salariés placés en position d'activité partielle mentionnée à l'article L. 5122-1 du code du travail.

Le dispositif est accessible aux salariés placés en activité partielle.

En application de l'article D. 6324-1-1, elle vise les salariés n'ayant pas atteint un niveau de qualification défini par voie réglementaire.

### **Article 3 | Objectifs poursuivis et mise en œuvre**

La Pro-A poursuit un objectif d'évolution professionnelle pouvant se traduire par un changement de fonction ou de poste ou par la mise en œuvre d'actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience. L'entretien professionnel traitant des perspectives d'évolution professionnelle du salarié doit servir de base à la réflexion sur la mise en œuvre d'un parcours Pro-A.

La Pro-A associe :

- des cours théoriques généraux, professionnels et technologiques dispensés par des organismes de formation ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation ;
- et des cours pratiques permettant l'acquisition d'un savoir-faire en lien avec les qualifications recherchées par l'entreprise.

Le contrat de travail du salarié fait l'objet d'un avenant qui précise la durée et l'objet de la Pro-A.

Au cours des périodes de formation, le salarié bénéficie de la protection sociale en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Lorsque la formation se déroule pendant le temps de travail, le maintien de la rémunération du salarié est assuré et, les partenaires sociaux rappellent que le refus du salarié de participer à des actions de formation hors temps de travail ne constitue ni une faute, ni un motif de licenciement.

### **Article 4 | Certifications éligibles**

Sont éligibles à la Pro-A les certifications professionnelles enregistrées dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et dans le répertoire spécifique et listées en annexe du présent accord.

Les certifications professionnelles ont pour objectif de permettre à une personne, quel que soit son statut, de certifier qu'elle détient un ensemble de connaissances et de compétences nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle. Elles participent ainsi à la sécurisation des parcours professionnels des personnes qui en sont titulaires, et concourent à l'objectif, pour toute personne, de progresser d'au moins un niveau de qualification au cours de sa vie professionnelle.

### **Article 5 | Modalités de mise en œuvre des actions de formation**

Le dispositif Pro-A se déroule sur une durée comprise entre 6 et 12 mois.

Les partenaires sociaux décident que le dispositif peut être prolongé jusqu'à 24 mois pour :

- les personnes qui visent une des certifications professionnelles – diplôme d'État, titre professionnel, titre à finalité professionnelle, CQP – listées dans l'annexe du présent accord et préparés par des actions de formation ou de VAE ;
- lorsque la nature de la qualification l'exige ;
- pour les personnes bénéficiant d'un contrat unique d'insertion ;
- pour les personnes reconnues travailleur handicapé.

Pour les jeunes de 16 à 25 ans révolus, qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, elle peut être allongée à 36 mois.

Les actions de positionnement, d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques doivent être mis en œuvre par un organisme de formation ou par l'entreprise, si elle dispose d'un service de formation.

Les actions de formation se déroulent prioritairement sur le temps de travail effectif. Elles peuvent se dérouler, en tout ou partie, en dehors du temps de travail, à l'initiative soit du salarié, soit de l'employeur avec accord du salarié, selon les modalités fixées par accord d'entreprise.

À défaut d'accord d'entreprise, les actions de formation réalisées, en tout ou partie, en dehors du temps de travail, après accord des deux parties, seront considérées comme du temps de travail effectif et rémunérées comme telles.

À l'exception du socle de connaissances et de compétences (Cléa), du Cléa numérique et des actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience (VAE), les actions de formation sont d'une durée comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale de la Pro-A et elles ne doivent pas être inférieures à 150 heures.

Les signataires décident de porter le maximum au-delà de 25 % pour les bénéficiaires suivants :

- les jeunes de 16 à 25 ans n'ayant pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et non titulaire d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ;
- les personnes qui visent une des certifications professionnelles – diplôme d'État, titre professionnel, titre à finalité professionnelle, CQP – listées dans l'annexe du présent accord et préparés par des actions de formation ou de VAE ;
- lorsque la nature de la qualification l'exige ;
- pour les personnes bénéficiant d'un contrat unique d'insertion ;
- pour les personnes reconnues travailleur handicapé.

## **Article 6 | Le tutorat**

Chaque bénéficiaire du dispositif Pro-A doit impérativement être accompagné par un tuteur désigné par l'employeur.

Le tuteur doit être volontaire et être choisi parmi les salariés qualifiés de l'entreprise. Il doit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans une qualification en rapport avec la certification visée par le bénéficiaire.

L'employeur désigne, parmi les salariés qualifiés de l'entreprise, un tuteur chargé d'accompagner chaque bénéficiaire de la Pro-A.

Toutefois, l'employeur peut, notamment en l'absence d'un salarié qualifié répondant aux conditions prévues, assurer lui-même le tutorat dès lors qu'il remplit les conditions de qualification et d'expérience.

Le tuteur a notamment pour missions :

- d'accueillir, d'aider, d'informer et de guider les personnes qui, dans l'entreprise, participent à des actions de formation, dans le cadre de la Pro-A ;
- d'organiser, en lien avec le responsable hiérarchique, l'activité de ces personnes dans l'entreprise, et de contribuer à l'acquisition de connaissances, de compétences, d'aptitudes professionnelles et de savoir-faire professionnels, au travers d'actions formalisées en situation professionnelle ;
- de veiller au respect de leur emploi du temps et aux activités qui leur sont confiées ;

- d’assurer la liaison entre les organismes ou établissements de formation et ces personnes ;
- de participer à l’évaluation des compétences acquises.

L’employeur dégage le temps nécessaire au salarié pour exercer sa fonction tutorale.

L’employeur est par ailleurs tenu d’informer le tuteur de l’existence d’un dispositif de formation pour assurer sa mission tutorale.

Lorsque le salarié désigné comme tuteur en exprime la demande, l’employeur lui permettra de bénéficier de la formation pour assurer sa mission tutorale.

Les parties reconnaissent expressément que le salarié tuteur effectue une mission qui vient s’ajouter aux tâches habituelles de son emploi. A ce titre, l’employeur s’efforce de valoriser cette mission complémentaire, qui peut notamment se manifester par le versement d’une prime de tutorat.

## **Article 7 | Le financement**

Les actions de formation professionnelle sont financées en application de l’article L. 6332-1 du code du travail.

L’opérateur de compétences pourra prendre en charge les frais pédagogiques, la rémunération des salariés en formation ainsi que les frais de transport et d’hébergement selon les modalités et les plafonds déterminés par son conseil d’administration, sur proposition de la SPP.

L’opérateur de compétence prendra en charge les coûts pédagogiques de la formation du tuteur, sur proposition de la SPP.

## **Article 8 | Dispositions spécifiques aux TPE et PME**

Les partenaires sociaux rappellent qu’ils prennent en considération la nécessité de prévoir des dispositions spécifiques pour les TPE et PME conformément à l’article L. 2232-10-1 du code du travail.

Le présent accord ne nécessite pas d’adaptation spécifique en fonction de la taille des entreprises concernées.

Les partenaires sociaux précisent que la conclusion du présent accord de branche est en partie justifiée par la difficulté pour les TPE et PME de mettre en place, en urgence, un accord d’entreprise.

## **Article 9 | Conditions de suivi**

À des fins de suivi du dispositif, la CPPNI effectuera un sondage auprès d’un panel représentatif de la branche dans les six mois de l’ouverture du dispositif.

## **Article 10 | Date et durée d’application**

Le présent accord entrera en vigueur à la date du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d’extension.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 11 | Révision et dénonciation**

Le présent accord est révisable totalement ou partiellement à la demande de l’une ou l’autre des parties signataires. Toute modification donnera lieu à un nouvel avenant conclu par les partenaires sociaux ou une partie d’entre eux conformément aux dispositions légales.

La demande de révision devra être portée à la connaissance des parties contractantes, par lettre recommandée avec avis de réception. Elle devra être accompagnée d’une lettre de noti-

fication d'un nouveau projet de texte sur les points sujets à révision. Les discussions devront commencer dans un délai de trois mois suivant la réception de la lettre de notification. Le présent texte restera en vigueur jusqu'à l'application du nouvel avenant signé à la suite d'une demande de révision.

En outre, le présent texte et ses avenants éventuels pourront être dénoncés par l'un ou l'autre des signataires dans les conditions définies par la loi.

L'accord peut être à tout moment dénoncé avec un préavis de trois mois. Toute dénonciation par l'une des parties signataires est obligatoirement notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre décharge à chacune des autres parties.

Toute organisation syndicale représentative des salariés ou des employeurs peut en demander la révision à l'issue d'un cycle électoral.

## **Article 12 | Dépôt et extension**

Les parties signataires mandatent le secrétariat de la convention collective, assuré par l'APGEB (Association paritaire pour la gestion de l'équipement du bureau), pour effectuer les démarches nécessaires à l'obtention de l'extension du présent accord et les formalités de publicité.

Le présent accord sera déposé auprès des services du ministère chargé du travail et des conventions collectives, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 du code du travail.

*Fait à Paris, le 2 juillet 2024.*

(Suivent les signatures.)

## Annexe Tableau des certifications rendues éligibles à la Pro-A

Activités	N° RNCP	Titre de la certification	Niveau (Format européen)
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP35801	BTS technico-commercial	5
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP37391	BTS systèmes numériques : option a « Informatique, réseaux » ; option b « Électronique et communication »	5
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP35974	CAP menuisier installateur	3
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP37120	Titre professionnel menuisier poseur-installateur	3
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP37238	BP menuisier	4
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP38743	BTS conception et industrialisation en micro-techniques	5
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP35346	BTS électrotechnique	5
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP37489	Bac pro systèmes numériques : option c « Réseaux informatiques et systèmes communicants (RISC) »	4
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP35407	BUT – Génie électrique et informatique industrielle : électricité et maîtrise de l'énergie	6
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP35408	BUT – Génie électrique et Informatique Industrielle : Automatisation et Informatique Industrielle	6
Mobilier, bureautique, électronique	RNCP35409	BUT – Génie électrique et informatique industrielle : électronique et systèmes embarqués	6
Gestion/organisation	RNCP29988	Licence pro logistique et pilotage des flux	6
Gestion/organisation	RNCP29989	Licence pro logistique et systèmes d'information	6
Gestion/organisation	RNCP29992	Licence pro management des processus logistiques	6
Gestion/organisation	RNCP31923	Titre responsable commercial et marketing	6
Gestion/organisation	RNCP38363	BTS gestion de la PME	5
Gestion/organisation	RNCP37657	Titre manager de proximité	5
Logistique	RNCP38551	Titre professionnel agent magasinier	3
Logistique	RNCP37938	CAP conducteur livreur de marchandises	3

Activités	N° RNCP	Titre de la certification	Niveau (Format européen)
Logistique	RNCP37672	CAP opérateur/opératrice logistique	3
Logistique	RNCP34857	Titre professionnel cariste d'entrepôt	3
Logistique	RNCP34860	Titre professionnel préparateur de commandes en entrepôt	3
Logistique	RNCP38302	Bac pro logistique	4
Logistique	RNCP36237	Titre professionnel technicien(ne) en logistique d'entrepôt	5
Logistique	RNCP37277	Titre professionnel technicien supérieur/technicienne supérieure en méthodes et exploitation logistique	5
Logistique	RNCP35400	BTS transport et prestations logistiques	5
Logistique	RNCP37080	Titre responsable logistique	6
Logistique	RNCP35869	Titre responsable opérationnel de la chaîne logistique	6
Logistique	RNCP35896	Titre responsable des opérations logistiques	6
Logistique	RNCP35390	BUT – Management de la logistique et des transports : mobilité et Supply Chain connectées	6
Commerce, vente, communication	RNCP34947	CAP équipier polyvalent du commerce	3
Commerce, vente, communication	RNCP39301	BP libraire	4
Commerce, vente, communication	RNCP37098	Titre professionnel vendeur(se)-conseil en magasin	4
Commerce, vente, communication	RNCP38399	Bac pro métiers du commerce et de la vente : option a « Animation et gestion de l'espace commercial »	4
Commerce, vente, communication	RNCP35233	Titre professionnel assistant manager d'unité marchande	4
Commerce, vente, communication	RNCP38676	Titre professionnel manager d'unité marchande	5
Commerce, vente, communication	RNCP38368	BTS négociation et digitalisation de la relation client	5
Commerce, vente, communication	RNCP38362	BTS management commercial opérationnel	5
Commerce, vente, communication	RNCP34079	Titre professionnel négociateur technico-commercial	5
Commerce, vente, communication	RNCP34558	Titre manager de rayon	5
Commerce, vente, communication	RNCP34809	Titre chargé de clientèle	5
Commerce, vente, communication	RNCP35663	Titre gestionnaire administration des ventes	5

Activités	N° RNCP	Titre de la certification	Niveau (Format européen)
Commerce, vente, communication	RNCP37075	Titre responsable du développement commercial	6
Commerce, vente, communication	RNCP36726	Titre responsable du développement commercial	6
Commerce, vente, communication	RNCP38123	Titre responsable du développement commercial	6
Commerce, vente, communication	RNCP38131	Responsable marketing et communication	6
Commerce, vente, communication	RNCP37633	Titre responsable en développement marketing et vente	6
Commerce, vente, communication	RNCP29740	Licence pro commerce et distribution	6
Commerce, vente, communication	RNCP35540	Titre responsable commercial et marketing	6
Commerce, vente, communication	RNCP35354	BUT – Techniques de commercialisation : marketing digital, e-business et entrepreneuriat	6
Commerce, vente, communication	RNCP35355	BUT – Techniques de commercialisation : business international : achat et vente	6
Commerce, vente, communication	RNCP35356	BUT – Techniques de commercialisation : marketing et management du point de vente	6
Commerce, vente, communication	RNCP35357	BUT – Techniques de commercialisation : business développement et management de la relation client	6
Commerce, vente, communication	RNCP37409	Titre concepteur designer graphique	6
Commerce, vente, communication	RNCP35358	BUT – Techniques de commercialisation : stratégie de marque et événementiel	6
Commerce, vente, communication	RNCP38397	Bac pro métiers de l'accueil	4
Informatique, télécoms	RNCP35340	BTS services informatiques aux organisations : option a « Solutions d'infrastructure, systèmes et réseaux » ; option b « Solutions logicielles et applications métiers »	5
Informatique, télécoms	RNCP35959	Titre développeur web	5
Informatique, télécoms	RNCP29964	Licence professionnelle métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux	6
Informatique, télécoms	RNCP29966	Licence pro métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels	6

Activités	N° RNCP	Titre de la certification	Niveau (Format européen)
Informatique, télécoms	RNCP29968	Licence pro métiers des réseaux informatiques et télécommunications	6
Informatique, télécoms	RNCP29971	Licence pro métiers du numérique : conception rédaction et réalisation web	6
Informatique, télécoms	RNCP35458	BUT – Réseaux et télécommunications : pilotage de projets de réseaux	6
Informatique, télécoms	RNCP35511	BUT – Réseaux et télécommunications : développement système et Cloud	6
Informatique, télécoms	RNCP35457	BUT – Réseaux et télécommunications : internet des objets et mobilité	6
Informatique, télécoms	RNCP35456	BUT – Réseaux et télécommunications : réseaux opérateurs et multimédia	6
Informatique, télécoms	RNCP35455	BUT – Réseaux et télécommunications : cybersécurité	6
Informatique, télécoms	RNCP35475	BUT – Informatique : réalisation d'applications : conception, développement, validation	6
Informatique, télécoms	RNCP35477	BUT – Informatique : administration, gestion et exploitation des données	6